



139 rue de Bercy – bâtiment Vauban – Télédéc 627 – 75572 Paris Cedex 12
sprim-fo@dgtresor.gouv.fr – Tél. : 01.53.18.83.03 – www.sprim-fo.org

Revue de presse du 28 avril 2026

Presse – Actualités

- [Croissance, déficit : face à la crise, Bercy admet naviguer « à vue » - Les Echos](#)
- [Guerre au Moyen-Orient : les grandes banques centrales entament une semaine à très haut risque – Les Echos](#)
- [Ukraine : le prêt européen de 90 milliards d'euros enfin - Le Moci](#)
- ["Made in Europe" : la Chine menace l'Union européenne en cas d'adoption d'un plan de réindustrialisation - Boursorama](#)
- [« L'IA va profiter d'abord aux plus gros salaires » : l'avertissement du prix Nobel 2024 d'économie – Les Echos](#)
- [Hausse des prix des carburants, réorganisation des vols, inflation : les vacances d'été des Français sous contraintes, selon une étude – Le Figaro](#)

ARTICLES DE PRESSE

Croissance, déficit : face à la crise, Bercy admet naviguer « à vue » - Les Echos

Face au conflit en Iran, le ministère de l'Economie a révisé la croissance et l'inflation, et annoncé des économies de 6 milliards d'euros. Bercy compose avec une « incertitude énorme ». Les mesures de soutien coûtent déjà près d'un demi-milliard d'euros.

Bercy avance dans le brouillard et l'avoue. « Aujourd'hui, on fait face à une incertitude énorme. [...] On essaie de naviguer du mieux possible, mais il faut le reconnaître, à vue », a admis ce lundi le ministre de l'Economie, Roland Lescure, auditionné par les députés de la commission des Finances.

Confronté à la dégradation de la conjoncture économique occasionnée par le conflit en Iran, le gouvernement a révisé ses prévisions macroéconomiques et annoncé **6 milliards d'euros d'économies** pour compenser le coût - équivalent - de la crise pour les finances publiques en 2026.

Les nouvelles prévisions de croissance - 0,9 % contre 1 % au budget - et d'inflation - 1,9 % contre 1,3 % - reposent sur deux hypothèses, a-t-il rappelé lors de cette audition sur l'exécution du budget 2025 et la trajectoire budgétaire française du rapport annuel d'avancement bientôt envoyé à Bruxelles. D'abord, un prix du baril autour de 100 dollars jusqu'à la fin du deuxième trimestre, avant de se stabiliser autour de 80 dollars jusqu'à la fin de l'année. Ensuite, une détente progressive et une réouverture du détroit d'Ormuz.

470 millions d'euros de mesures de soutien

Mais ce fragile édifice, qui doit permettre la tenue de **l'objectif de déficit à 5 % du PIB** cette année, sur la route des 3 % en 2029, peut s'effondrer si la crise se prolonge. « Je suis incapable de vous dire si on en sera sorti la semaine prochaine, le mois prochain, l'année prochaine », a convenu Roland Lescure.

Devant tant d'incertitudes, le gouvernement a distillé avec prudence des **mesures de soutien** « ciblées » contre le coût de l'énergie. Leur coût à ce stade est évalué à 470 millions d'euros, a annoncé le ministre des Comptes publics, David Amiel. Dans cette enveloppe, le coût des aides sectorielles (pêcheurs, agriculteurs, BTP, transporteurs routiers, etc.) s'élève à 250 millions d'euros. Celui des aides aux ménages se monte à 220 millions d'euros (**gros rouleurs**, chèque énergie), sachant que l'aide aux gros rouleurs se ferait à ce stade en une seule fois pour couvrir la période avril-mai-juin.

Face à des prix de l'énergie qui évoluent très vite, il « faut être extrêmement flexible », a souligné Roland Lescure, et « être capable de garder des munitions pour les mois qui viennent ». La facture finale dépendra de l'évolution de la situation économique. « Nous sommes entrés dans une époque où les crises internationales surviennent chaque année ou presque. Il est très important qu'en tout état de cause, nous puissions tenir nos objectifs de finances publiques », a insisté David Amiel.

Imprécisions

Sollicité par plusieurs députés, David Amiel n'a en revanche pas apporté de précision sur les modalités des 6 milliards d'euros d'économies, qui restent en cours d'arbitrage et devraient être dévoilées sous quinze jours. L'opposition n'a pas manqué de pointer les imprécisions de Bercy. « Vous n'apportez aucune réponse aux questions qui vous sont posées. C'est consternant », a taclé le député RN Jean-Philippe Tanguy en commission. « Vous ne savez même pas quelles économies vous allez faire », a-t-il poursuivi.

La députée écologiste Christine Arrighi a, elle aussi, déploré l'absence de détails sur ces mesures et a critiqué en particulier les 2 milliards d'euros d'économies - sur les 6 milliards au total - qui doivent viser la sphère sociale. « Vous êtes en train de récupérer ce que vous aviez lâché pour éviter la censure », a-t-elle commenté avec amertume, alors que les Ecologistes s'étaient abstenus sur le vote du budget de la Sécurité sociale.

« Direction brumeuse »

« Le gouvernement donne l'impression de naviguer à vue », a attaqué le président de la commission des Finances, Eric Coquerel (LFI), lors du débat en séance qui a suivi, en pointant « de grandes annonces qui nous engagent à tâtons dans une direction brumeuse ». Eric Coquerel estime que « l'épouvantail de la situation internationale ne peut pas tout justifier », en considérant, à la lecture de l'avis récent du Haut Conseil des finances publiques (HCFP), que des annulations de crédit auraient de toute façon été nécessaires pour tenir l'objectif de déficit.

Face aux critiques, Roland Lescure a défendu une gestion « raisonnée, aussi précise et flexible que possible ». « On voit bien la tentation qui pourrait être la nôtre d'annoncer une pluie de milliards d'euros [...] et de laisser la facture à nos successeurs. Ce serait une faute grave », a insisté en séance David Amiel.

Stéphane Loignon

Guerre au Moyen-Orient : les grandes banques centrales entament une semaine à très haut risque – Les Echos

A partir de mardi, la Réserve fédérale américaine, la Banque centrale européenne, la Banque du Japon et la Banque d'Angleterre vont décider de l'orientation de leur politique monétaire. Le risque d'erreur stratégique a rarement été aussi fort.

Sur les marchés, personne ne souhaite être à la place des banquiers centraux cette semaine. Et pour cause. La Réserve fédérale américaine (Fed), la Banque centrale européenne (BCE), la Banque d'Angleterre (BoE) et la Banque du Japon (BoJ) vont tenir leur réunion de politique monétaire dans un climat d'extrême incertitude.

« Personne ne sait où la [crise au Moyen-Orient](#) va aller. Les données ne leur disent pas non plus comment agir. Les marchés se préparent à des hausses de taux, mais la justification d'une telle décision est loin d'être claire », énumère James Smith, économiste chez ING.

En mars, les grandes banques centrales avaient préféré temporiser. La crise au Moyen-Orient venait de débuter, nul ne savait combien de temps elle durerait, et quels en seraient les effets. En avril, espéraient-elles, on y verrait plus clair. Il n'en est rien.

Opter pour le statu quo

Il faut donc s'attendre à ce que toutes optent pour la prudence, et choisissent encore une fois le statu quo. Car dans un brouillard économique et géopolitique aussi épais, le risque de commettre une erreur de politique monétaire est démultiplié.

Un écueil que cherchera à éviter à tout prix Jérôme Powell, le président de la Réserve fédérale américaine. Ce dernier aurait sûrement rêvé d'un meilleur contexte, alors qu'il présidera mardi et mercredi son dernier comité monétaire. Son mandat s'achève en effet le 15 mai. Il avait été un temps question qu'il le poursuive, si la nomination de son successeur, Kevin Warsh, n'était pas entérinée à temps.

Mais vendredi, le département américain de la Justice [a abandonné son enquête très controversée](#) sur la gestion par Jerome Powell du chantier de rénovation de la Fed. Une pression jugée insupportable par le sénateur républicain Thom Tillis qui avait fait de la levée des poursuites contre l'actuel patron de la banque centrale une condition sine qua non à la validation de son successeur.

« Nous nous attendons à ce que la Fed maintienne son taux directeur inchangé à 3,5 %-3,75 % », avec un communiqué qui devrait insister sur le fait que « les implications restent incertaines » et que le comité demeure « attentif aux risques des deux côtés du mandat [à

savoir la stabilité des prix et le plein-emploi, NDLR] », anticipe Xiao Cui, économiste senior chez Pictet Wealth Management.

Ton du discours

Tout l'enjeu sera dans le ton du discours du président de la Réserve fédérale. Si les marchés ne comptent pas sur une baisse de taux cette fois-ci, ils misent tout de même sur un assouplissement monétaire cette année. « Le principal risque serait qu'il exprime ouvertement son scepticisme quant à la nécessité de baisser les taux cette année, ou que le communiqué supprime la référence à des ajustements supplémentaires des taux », poursuit Xiao Cui. Un tel durcissement pourrait faire s'envoler le coût de la dette et plonger les actions aux Etats-Unis.

De ce côté-ci de l'Atlantique, la situation des banquiers centraux n'est guère plus enviable. Les traders parient actuellement sur deux hausses de taux de la BCE cette année. Ils estiment que l'institution de Francfort ne prendra pas le risque de sous-estimer les effets de la crise énergétique sur l'inflation, tirant les leçons des conséquences de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022.

« La publication flash d'avril devrait montrer une hausse significative des prix. Nous prévoyons que l'inflation globale atteindra 3,1 %, tirée par une forte hausse de l'énergie », avance Alexandre Stott, économiste chez Goldman Sachs Europe. Tout en anticipant « des augmentations modestes de l'inflation sous-jacente et une légère baisse de l'inflation alimentaire ».

Projections économiques

Autrement dit, la situation ne nécessite pas de se précipiter, bien au contraire. « Les membres du Conseil des gouverneurs ont constamment soutenu que la politique monétaire était bien positionnée pour répondre au choc, soulignant qu'il n'y a pas d'urgence à agir », ajoute-t-il. Christine Lagarde, présidente de l'institution de Francfort, et les gouverneurs peuvent donc attendre les nouvelles projections économiques de la BCE en juin pour se décider. Et laisser le taux de dépôt inchangé à 2 % ce jeudi.

A Londres, la Banque d'Angleterre - et son gouverneur, Andrew Bailey - est de plus en plus tentée de remonter ses taux, pour contrer le risque inflationniste. Les marchés vont dans le même sens. Mais sans données précises sur les effets de la crise ou visibilité sur la fin du conflit, cette décision pourrait avoir des effets secondaires particulièrement néfastes. D'autant que la situation politique est actuellement très instable outre-Manche.

« La Banque devrait garder ses options ouvertes, analyse James Smith. Elle évitera tout ce qui pourrait renforcer les paris des marchés sur une hausse des taux, sans pour autant

chercher à les minimiser. » La réunion de la BoE est prévue jeudi. Le seul relèvement du loyer de l'argent cette semaine pourrait donc provenir du Japon.

L'inflation y donne de premiers signes d'emballement, malgré les efforts du gouvernement. Mais il n'est pas certain que Kazuo Ueda soit suffisamment persuadé qu'il faille privilégier la lutte contre l'envolée des prix aux dommages économiques éventuels pour que la BoJ, qui se réunit lundi et mardi, s'aventure d'ores et déjà sur le sentier de la hausse des taux.

Guillaume Benoit

* * *

Ukraine : le prêt européen de 90 milliards d'euros enfin - Le Moci

Après la défaite de Viktor Orbán aux élections législatives, le 12 avril, le Conseil européen a définitivement validé un prêt devant notamment permettre à Kiev de financer son effort de guerre.

Bruxelles a désormais les coudées franches. Décidée en novembre dernier, l'aide financière de 90 milliards d'euros (Md EUR) accordée à l'**Ukraine** était jusqu'à présent bloquée par le très prorusse Premier ministre hongrois **Victor Orbán**, sèchement battu aux législatives par le pro-européen **Péter Magyar**. Jeudi 23 avril, moins de deux semaines après le scrutin, la présidente de la Commission européenne **Ursula von der Leyen** a annoncé la nouvelle sur X, en chemin pour un sommet informel des 27 chefs d'État et de gouvernement à Chypre.

Jeudi 23 avril, le Conseil européen a en effet adopté le dernier texte législatif validant la mise en place de ce prêt. « *Les décaissements de prêts commenceront à affluer dès que possible, fournissant un soutien vital aux besoins budgétaires les plus urgents de l'Ukraine* », a déclaré **Makis Keravnos**, ministre des Finances de la République de Chypre. Ces décaissements se concrétiseront **au cours du deuxième trimestre 2026**.

Soutien macroéconomique et défense

Le financement sera lié à des **conditions strictes** du côté de l'Ukraine, telles que l'adhésion à l'État de droit, y compris la **lutte contre la corruption**.

Concrètement, sur les 90 Md EUR prévus, **30 Md EUR** iront au **soutien macroéconomique** à l'Ukraine, canalisé via une assistance macro-financière ou par l'intermédiaire de la Facilité ukrainienne. Il s'agit pour l'UE de répondre aux besoins budgétaires les plus urgents de l'Ukraine.

Les **60 Md EUR** restants permettront à Kiev d'investir dans des **capacités industrielles de défense**, incluant l'achat de produits de défense auprès de pays membres ou tiers (à condition d'avoir conclu un accord bilatéral avec l'UE, en vertu du règlement SAFE, instrument financier aidant les pays européens à investir dans la défense).

Les modifications apportées au règlement de l'UE sur le cadre financier pluriannuel adopté jeudi 23 avril confirment que le prêt de soutien ukrainien sera **financé par l'emprunt de l'UE sur les marchés des capitaux** et sera **soutenu par la marge de manœuvre budgétaire de l'UE**. Le prêt doit être remboursé par des réparations dues par la Russie à l'Ukraine.

Levée de veto contre pétrole

La décision d'exécution du Conseil adoptée le 23 avril, prévoit que **45 Md EUR devraient être rendus accessibles à l'Ukraine** pour aider à la mise en œuvre de la stratégie de financement pour ce pays en 2026 : 8,35 Md EUR grâce à l'assistance macro-financière, 8,35 Md EUR par le biais de la Facilité ukrainienne, et 28,3 Md EUR pour soutenir les capacités industrielles de défense.

La levée du veto hongrois ne s'est pas faite sans **contrepartie** : en échange, Budapest a obtenu la possibilité d'acheter du pétrole russe et la remise en service de l'oléoduc Droujba.

Sophie Creusillet

* * *

"Made in Europe" : la Chine menace l'Union européenne en cas d'adoption d'un plan de réindustrialisation - Boursorama

Le texte exigerait des entreprises de secteurs jugés stratégiques "un nombre ou un pourcentage de composants critiques originaires d'Europe" quand elles bénéficient de fonds publics.

La Chine prendra des mesures à l'encontre de l'Union européenne si cette dernière adopte une loi visant à réindustrialiser l'Europe et qui porte atteinte aux intérêts chinois, a menacé Pékin lundi 27 avril.

Le projet de loi dite d'"accélération industrielle" présenté le 4 mars par la Commission européenne, l'exécutif de l'UE, devra être approuvé par les États membres et le Parlement européen.

Le ministère chinois du Commerce a indiqué dans un communiqué avoir soumis le 24 avril ses commentaires à la Commission et exprimé ses "graves préoccupations". **"La Chine suivra attentivement le processus législatif" et "se tient prête à dialoguer"**, a dit le ministère.

"Si l'UE ignore les suggestions de la Chine et insiste pour faire adopter ce texte, portant ainsi préjudice aux intérêts des entreprises chinoises, **la Chine n'aura d'autre choix que de prendre des contre-mesures**", a-t-il prévenu.

"Discrimination"

Le texte exigerait des entreprises de secteurs jugés stratégiques "un nombre ou un pourcentage de composants critiques originaires d'Europe" quand elles bénéficient de fonds publics, selon le vice-président de la Commission européenne, le Français Stéphane Séjourné.

Le texte cible l'industrie automobile, les technologies d'énergies décarbonées (panneaux solaires, batteries, pompes à chaleur, centrales nucléaires...), les industries lourdes.

Sans être nommée, la Chine semble clairement visée. Les Européens dénoncent de longue date la concurrence déloyale exercée selon eux par les entreprises chinoises fortement subventionnées.

Le texte "impose de nombreuses restrictions aux investissements étrangers dans quatre secteurs stratégiques émergents : **les batteries, les véhicules électriques, le photovoltaïque et les matières premières cruciales** ; il instaure des clauses exclusives d'origine UE' dans la passation des marchés publics et des politiques de soutien public", dit le ministère chinois. "Les investisseurs chinois seront en butte à la discrimination", assure-t-il.

* * *

« L'IA va profiter d'abord aux plus gros salaires » : l'avertissement du prix Nobel 2024 d'économie – Les Echos

Simon Johnson alerte sur les impacts de l'intelligence artificielle. Il met en garde contre son potentiel de destruction d'emplois et appelle à développer une IA qui renforce les capacités humaines au lieu de les remplacer.

Souriant, affable mais discret. Simon Johnson a tous les attributs d'une star de l'économie. Il a reçu en 2024 le prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel, souvent appelé prix Nobel d'économie, pour ses travaux sur les effets des institutions sur la prospérité des sociétés humaines. Depuis plus de vingt ans, il enseigne au célèbre Massachusetts Institute of Technology (MIT) à côté de Boston.

Chef économiste du fonds monétaire international (FMI) juste avant la crise de 2008, il vient d'être nommé, en décembre, « ambassadeur de l'intelligence artificielle (IA) » pour le Royaume-Uni. Mais à la table d'un café parisien à côté de la Banque de France, personne ne se doute de qui il est.

Effets encore modestes

Cet Anglo-Américain travaille sur les effets économiques de la technologie qui est aujourd'hui sur toutes les lèvres, l'IA. « Pour l'instant, c'est une technologie qui permet d'abord d'automatiser, et donc les chefs d'entreprise, aux Etats-Unis, l'utilisent pour remplir certaines tâches, notamment celles faites par des juniors. Donc les embauches de jeunes diplômés ralentissent », explique [Simon Johnson](#), venu quelques jours à Paris en tant que chercheur au Centre for Economic Policy Research (CEPR).

« Mais l'IA n'a pas créé de chômage de masse. Ses effets économiques ont été modestes jusqu'ici, sauf si on tient compte des investissements massifs dans les data centers qui boostent la croissance américaine », ajoute-t-il.

Dans la Silicon Valley, l'optimisme vis-à-vis de l'IA ne se dément pas. Elle porte la promesse de gains de productivité gigantesques, qui permettraient aux Américains de vivre dans une nouvelle période d'abondance et de réduire le temps de travail.

L'IA n'a pas créé de chômage de masse. Ses effets économiques ont été modestes jusqu'ici, sauf si on tient compte des investissements massifs dans les data centers.

Mais s'il est probable que [les gains de productivité progressent](#), Simon Johnson, sans être sceptique, explique que l'avenir ne sera pas forcément radieux avec cette technologie,

comme il l'a développé dans son livre [« Pouvoir et progrès »](#) écrit [avec son acolyte du MIT, Daron Acemoglu](#). Tout d'abord, « cela va être difficile de donner une valeur à un service qui n'existait pas avant, comme les conseils que vous donne ChatGPT, surtout s'il est gratuit », prévient-il.

Ensuite, l'IA aura certes des effets désinflationnistes bienvenus. « A New York, les entreprises clientes des grands cabinets d'avocats demandent à avoir la version d'un document qui n'est passé qu'à travers le filtre de l'IA, pas d'un être humain, pour que cela coûte moins cher », dit l'économiste aux « Echos ».

Mais ce n'est pas tout. « Le salaire horaire d'un avocat d'affaires new-yorkais approche 3.500 dollars de l'heure et a beaucoup augmenté ces dernières années. L'IA va probablement profiter d'abord aux dirigeants aux plus gros salaires » en rendant inutiles les exécutants qui effectuent des tâches en dessous de celle de la haute hiérarchie.

« Son potentiel de destruction d'emplois est très important et les détenteurs de capital vont s'enrichir », s'inquiète Simon Johnson. D'ailleurs, « on voit que les jeunes américains, même venant de familles aisées, sont pessimistes vis-à-vis de l'IA », dit-il.

Une IA favorable aux travailleurs

Pour lui, ce qu'il faudrait faire, c'est « une IA favorable aux travailleurs », une technologie qui renforce les capacités humaines, élargit le champ d'action des salariés, accélère l'acquisition d'expertise et crée de nouvelles tâches, au lieu de rendre les compétences humaines obsolètes. « Prenez les chemins de fer, leur arrivée a créé de nouvelles tâches : dans la signalisation, les chefs de gare, les cheminots... », dit Johnson.

Dans une étude parue en février dernier, Simon Johnson, Daron Acemoglu et l'économiste américain David Autor citent un exemple actuel, celui d'un assistant pour électriciens, développé par [Schneider Electric](#), qui aide à diagnostiquer des pannes, à interpréter des données, à produire des rapports et à intervenir plus efficacement. Là, l'outil ne remplace pas l'expert. Il aide le travailleur et améliore ses résultats.

Le problème, c'est que ce n'est pas le cas aujourd'hui. L'automatisation est largement préférée par les entreprises car elle leur paraît plus rentable à court terme que de renforcer les capacités du salarié. « La société de taxis sans chauffeurs Waymo détient désormais une part de marché de 20 % à San Francisco, notamment parce qu'elle est plébiscitée par les femmes. Mais, alors que l'arrivée d'Uber à New York, il y a quelques années, avait fait baisser les prix et permis que de nouveaux clients accèdent au service, le nombre de chauffeurs de taxi et Uber a grimpé dans la ville. Avec Waymo, ce n'est pas le cas », donne en exemple Simon Johnson.

Inciter les entreprises à aller dans la « bonne » direction

Que faire ? « Il faut des carottes », des incitations pour que les entreprises prennent la « bonne » direction, selon Simon Johnson. Par exemple, en permettant que des entreprises clientes d'IA puissent préciser dans les contrats passés avec Open AI, Anthropic ou Google, leurs volontés en matière sociale et les spécifications de l'outil utilisé par leurs salariés.

Les trois économistes proposent plusieurs mesures : utiliser les subventions pour soutenir des investissements prometteurs dans l'IA, renforcer le droit de la concurrence, donner une voix aux travailleurs, protéger juridiquement l'expertise humaine contre sa captation par les systèmes d'IA ou encore créer une fiscalité plus équitable, où les taxes sur l'embauche et la formation des travailleurs d'un côté et celles sur l'investissement dans les équipements et les logiciels de l'autre, seraient équivalentes.

Simon Johnson n'est pas favorable à [un revenu universel, comme le préconise Sam Altman, le patron d'Open AI.](#) « Les gens ont besoin de dignité, pas d'un système féodal qui ne leur permettrait d'avoir aucun pouvoir sur le cours des choses », défend-il. Il préférerait une sorte de « dividende technologique » versé à chacun, comme le fait l'Alaska en distribuant une partie des revenus du pétrole et du gaz aux habitants en fonction des cours des hydrocarbures. Il paraît assuré que, comme toute technologie révolutionnaire, l'IA créera des tensions dans les sociétés. Il va nous falloir inventer de nouvelles institutions pour gérer, dans le calme si possible, les futurs conflits.

Guillaume de Calignon

* * *

Hausse des prix des carburants, réorganisation des vols, inflation : les vacances d'été des Français sous contraintes, selon une étude – Le Figaro

Les vacanciers partiront moins, plus près, avec des budgets rognés et un recours accru à l'hébergement gratuit.

À quoi ressembleront les vacances d'été des Français ? C'est la question que se pose une récente étude de [l'Alliance France Tourisme](#), groupe de réflexion qui réunit des grandes entreprises du secteur du tourisme comme Accor, Air France ou encore la Compagnie des Alpes. Dans «*un contexte marqué par les tensions géopolitiques internationales, la hausse des coûts de l'énergie et une pression inflationniste durable*», les vacances d'été des Français «*s'inscrivent davantage dans une logique*

de proximité, de sobriété et de recentrage. (...) L'été 2026 confirme un net ralentissement des départs», estime dans un communiqué l'Alliance France Tourisme.

«68% des Français prévoient de partir au moins une semaine, soit une baisse de 9 points par rapport à 2025» et «seuls 37% se déclarent certains de partir, contre 50% l'an dernier, traduisant une montée de l'incertitude», selon une étude Ifop réalisée pour l'Alliance France Tourisme auprès de 1002 personnes représentatives de la population française, interrogées en ligne du 17 au 20 mars 2026.

Pas d'effondrement des intentions de départ

«Cette étude montre qu'il n'y a pas d'effondrement des intentions de départ des Français, qui restent très attachés aux vacances, mais que les premiers effets de la situation actuelle commencent à se faire sentir, sous l'effet conjugué des préoccupations de sécurité et du renforcement des contraintes budgétaires», souligne le président de l'Alliance France Tourisme, Dominique Marcel, cité dans le communiqué. Dans ce contexte, les Français privilégient des destinations accessibles et perçues comme sûres : 71% choisissent la France (+3 points par rapport à 2025), contre 23% l'Europe et seulement 9% des destinations lointaines.

«Les inégalités d'accès aux vacances demeurent marquées», estime l'Alliance France Tourisme puisque *«84% des catégories aisées envisagent de partir, contre seulement 58% des catégories modestes».* *«La contrainte budgétaire se renforce nettement en 2026»,* selon le communiqué, avec un budget moyen qui s'établit à 1.530 euros, en baisse d'environ 150 euros en un an.

Plus de la moitié des Français prévoient de réduire leur budget vacances, en agissant d'abord sur la durée ou la fréquence des séjours (61%), les dépenses sur place (60%) et la recherche d'offres moins coûteuses (47%). Quelque 86% des Français déclarent puiser dans leur épargne pour financer leurs vacances. Ces arbitrages se traduisent aussi dans le logement puisque l'hébergement gratuit passe de 22% à 32% sur un an pour les courts séjours, et de 20% à 31% pour les longs séjours.

* * *

Pour adhérer à notre syndicat, il suffit de remplir et de renvoyer ce [bulletin d'adhésion 2025](#) accompagné du paiement correspondant.